

**11 novembre 2019**



Discours prononcé au carré militaire du cimetière de St Rémy lès Chevreuse à l'occasion de la cérémonie du 11/11/2019

Aujourd'hui, 101ème anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918. Après un désastre humain comme celui que nous venions de subir, il était espéré que ce serait la « der des ders ». Nous savons depuis ce qu'il en fut. La guerre est malheureusement inséparable de l'histoire des hommes. Il faut rester lucide ; nous ne ferons jamais l'économie d'une défense, et jamais l'économie des sacrifices nécessaires quand notre survie en tant qu'individu et nation est en jeu.

Si tu veux la paix, prépare la guerre disaient les Romains. Sage conseil, mais qui n'a pas empêché la civilisation romaine de disparaître agressée à l'extérieur et rongée de l'intérieur par l'invasion, parfois consentie, de populations exogènes étrangères à sa culture. N'est-ce pas ce que nous subissons actuellement ?

Il ne sert à rien de s'engager avec des forces dérisoires dans des conflits extérieurs sur des territoires immenses, où parfois l'intérêt national est difficilement discernable, si dans le même temps on tolère, voire on favorise, chaque année, l'immigration de centaines de milliers d'individus dont la culture est antagoniste de la nôtre, et parmi lesquels se recrutent les grands délinquants voire les terroristes de demain.

Nous sommes-nous habitués à apprendre chaque semaine les agressions au couteau, les dégradations de biens, les vols, les incendies volontaires, les guets-apens criminels tendus aux policiers et aux pompiers, dans de plus en plus d'agglomérations, même les plus modestes ? Nous sommes-nous habitués à tolérer que des territoires entiers échappent à l'autorité de la république ? Nous sommes-nous habitués à attendre le prochain massacre inévitable comme on attend le mauvais temps ? Nous sommes-nous habitués à entendre les commentaires lénifiants de la presse et, trop souvent, de ceux qui nous dirigent, minimisant toujours les faits, les attribuant anonymement à des détraqués mentaux, voire à des « jeunes » qui sont en fait des voyous dans le meilleur des cas, des bandits le plus souvent ? En disant cela on stigmatise ainsi toute la jeunesse française. Pourtant, qui fait tant parler d'elle en mal ? La jeunesse de la Lozère ou celle des quartiers nord de Marseille ou de St-Denis ?

Devant une situation qui empire vite, de plus en plus de voix, des maires surtout, s'élèvent pour demander encore plus de policiers. Je pense que là n'est pas le problème principal. Certes les forces de l'ordre manquent de moyens, financiers surtout, mais leurs effectifs, rapportés à la population, sont dans la bonne moyenne des pays comparables au nôtre. Nous n'avons pas globalement de problème de police ; gendarmes et policiers remplissent bien leur mission. On peut augmenter leurs effectifs tant qu'on voudra, ça ne changera pas grand-chose si nous ne réformons pas notre justice. Là est notre problème ! Nous avons surtout un énorme problème de justice : des lois, des règles inadaptées, des moyens insuffisants et, trop souvent, des juges dont l'option politique sert de fil directeur à leur action. Le laxisme est partout et une action timorée entraîne le découragement des policiers lassés d'arrêter toujours les mêmes que la justice remet dans la rue après leur avoir tiré les oreilles. Même les peines de prison ferme ne sont plus exécutées dans bien des cas.

Il y a plus de 5 ans maintenant que le président d'alors nous a dit que nous étions en guerre. On ne fait pas la guerre avec des règles du temps de paix. Pendant des années on nous a attendris avec les valeurs de la république qui nous obligeaient à accueillir toute la misère du monde. Maintenant on invoque sans cesse l'état de droit pour s'interdire d'arrêter les futurs assassins avant qu'ils nous assassinent. En guerre certaines règles peuvent être nécessaires et temporairement gênantes ; pour les malfaisants surtout d'ailleurs. Mais que préféreront les Français ? Être un peu gênés ou tout à fait morts ?

Les plus anciens se souviendront d'une époque où la France vivait une existence normale. Pas sans soucis bien sûr, mais rien qui ne puisse trouver de solution avec les outils à disposition de la république. Les lois et les moyens étaient adaptés à une situation où les contrevenants, surtout les plus violents, étaient une minorité. On ne parlait pas de religion. Mais ça, c'était avant l'intrusion de l'Islam dans notre existence. Il ne sert à rien de le nier. On feint de différencier l'Islam-religion de l'Islam politique, alors que c'est une idéologie tout d'un bloc qui ne reconnaît que la loi de Dieu y compris dans la vie de la cité. Ce sont les islamistes qui font la lecture correcte du Coran. Certains Musulmans qui nous ont rejoints acceptent sincèrement nos règles de vie sociale et politique ; à ceux-là il faut dire qu'ils sont les bienvenus et les protéger, car ils sont menacés. Mais ils sont très minoritaires. On me dira que la masse des Musulmans est pacifique. Sans doute ; mais les événements sont toujours le fait de minorités agissantes, et la masse pacifique n'a aucune importance. Elle finit toujours par suivre, par indifférence, par peur ou par adhésion. La majorité des Allemands, des Russes et des Chinois aussi était pacifique. Cela n'a pas empêché les massacres nazi et communiste.

Après un silence constant et des dizaines d'années de laxisme, nos chefs font semblant de prendre conscience de ces problèmes. On annonce des décisions, mineures, qui paraissent bien dérisoires au regard de la gravité de la situation ; rien qui autorise un espoir raisonnable. Nous continuons à marcher vers l'abîme. La difficile vie côte à côte va se changer en face à face comme le redoutait l'ancien ministre de l'intérieur, qui ouvrait tardivement les yeux. Le désastre va se consommer car nous sommes incapables de montrer qui commande en France, et nous laissons la porte grande ouverte à une invasion qui est la première cause de nos soucis sécuritaires et existentiels. Il faut bien comprendre que si nous cessons de commander dans notre propre pays, il faudra commencer à obéir à d'autres. À ce train-là, dans quelques décennies, on pourra inscrire le mot « Fin » sur l'histoire de France.

Peut-être chercherez-vous le lien entre l'hommage rendu aujourd'hui à nos anciens et à leur sacrifice, et les soucis que je viens d'exprimer ; un peu vivement sans doute car c'est dans ma nature ; mais je sais qu'ils sont partagés par de plus en plus de Français. Ce lien est simple : ils ont tout risqué pour la défense de leur patrie, honneur à eux, et je me déssole de constater que nous en regard, nous nous abandonnons lâchement à une lente invasion qui à terme sera sans retour, sans même avoir vraiment le réflexe de lutter.

J'emprunterai ma conclusion à André Frossard. Extrait de son ouvrage « Excusez-moi d'être Français ». « Un pays ne meurt pas d'une culbute militaire, ou alors la France aurait cessé de vivre depuis longtemps. Un pays ne meurt pas d'une faillite financière, d'une déconfiture matérielle, d'une révolution ou d'une guerre civile. Rien de tout cela n'atteint le cœur d'une nation. Nous avons fait l'expérience de tous les genres de désastres que le destin peut offrir aux pauvres humains, et nous savons qu'aucun d'eux n'est irrémédiable.

Mais on met un pays en danger de mort quand on tente de le faire agir contre son honneur, contre sa foi, contre la conscience que Dieu, les siècles et la raison lui ont formée. »

C'est exactement ce qu'on est en train de faire.

**Général Roland DUBOIS**

<https://volontaires-france.fr/general-dubois-discours-du-11-novembre/>